

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Marché N° 2599T0200

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

METEO-FRANCE
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé cedex

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame La Présidente Directrice Générale de Météo-France ou son représentant

Conducteur d'opération

Météo France,
Secrétariat Général,
Direction de la Logistique et du Patrimoine (DLP)
Département Infrastructures et Patrimoine (IP)
73, avenue de Paris
94165 Saint Mandé Cedex

Objet du marché

Travaux de déploiement de GTB (Gestion Technique du Bâtiment) et mise en œuvre d'une supervision pour divers bâtiments de Météo France

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Procédure de passation, forme et décomposition du marché.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales.....	8
1-7. Clauses de réexamen de l'accord-cadre.....	12
1-8. Durée et montant de l'accord-cadre.....	13
1-9. Conditions d'exécution des prestations.....	13
1-10. Propriété intellectuelle.....	14
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	15
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	17
3-4. Modalités particulières de paiement.....	18
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	19
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	19
ARTICLE 4. DELAI DE RÉALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	19
4-1. Délai de réalisation.....	19
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	19
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	19
4-4. Autres pénalités.....	20
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	21
5-1. Retenue de garantie.....	21

5-2. Avances.....	21
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	22
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	22
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	22
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	22
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	22
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	23
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	23
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	23
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	23
7-4. Piquetage général.....	23
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	23
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX....	23
8-1. Période de préparation.....	23
8-2. Études d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détails.....	23
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	23
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	23
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	24
8-6. Registre de chantier.....	24
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	24
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	24
9-2. Réception.....	25
9-3. Documents fournis après exécution.....	25
9-4. Délai de garantie.....	25
9-5. Garanties particulières.....	25
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	25
ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	26

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux de déploiement de GTB (Gestion Technique du Bâtiment) et mise en œuvre d'une supervision pour divers bâtiments de Météo France.

La description des ouvrages et leur spécification technique sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les travaux concernent les bâtiments / sites suivants :

- Site d'Aix en Provence, 2 boulevard du Château Double 13100 Aix en Provence (GTB déjà en place, dans le cadre d'un MGP en cours) ;
- Site de Lannion, Avenue de Lorraine 22300 Lannion ;
- Site de Mérignac, 6 rue Hubert Latham 33700 Mérignac (GTB en cours de déploiement, dans le cadre d'une réhabilitation globale en cours) ;
- Site de Saint Jacques de la Lande, 27 rue Jules Vallès 35136 Saint Jacques de la Lande ;
- Site de Saint Martin d'Hères, 1441 rue de la Piscine 38400 Saint Martin d'Hères ;
- Site de Villeneuve-d'Ascq, 18 rue Elisée-Reclus 59651 Villeneuve-d'Ascq ;
- Site d'Illkirch, Bd Gonther d'Andernach 67400 Illkirch-Graffenstaden ;
- Site de Bron, Avenue Louis Mouillard 69500 Bron ;
- Météopôle, 42 avenue Gustave Coriolis 31000 Toulouse :

Bâtiment Navier ;

Bâtiment d'Alembert ;

Bâtiment Lavoisier ;

Bâtiment Réaumur ;

Bâtiment Poincaré ;

Bâtiment Restaurant ;

Bâtiment Gymnase ;

Bâtiment Coriolis ;

Bâtiment Carnot ;

Bâtiment Emilie du Chatelet ;

Bâtiment Teisserenc de Bort ;

Bâtiment Pascal ;

Bâtiment Fourier ;

Résidence D.

Le cas échéant, d'autres sites/bâtiments peuvent également être concernés par ce déploiement et être ajoutés.

1-2. Procédure de passation, forme et décomposition du marché

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

Le marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les opérations de travaux ne sont pas alloties.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée « in house » par :

Météo-France, Secrétariat Général, Direction de la Logistique et du Patrimoine (DLP),
Département Infrastructure et Patrimoine (IP), 73 avenue de Paris , 94165 Saint-Mandé Cedex

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée :

ARRO Ingénierie
8, avenue des Thébaudières
44800 Saint-Herblain

Tel : 09.73.11.99.66

Il est chargé d'une mission comprenant :

- AVP : Les études d'avant-projet avec description des travaux, estimation du montant des travaux et éventuel dépôt de déclaration de travaux ;
- PRO-DCE : La réalisation du cahier des charges, des plans et cadre de décomposition du prix pour consultation des entreprises, pour les travaux prévus (PRO) ;
- ACT : L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux avec analyse des offres ;
- VISA: Le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs et contrôle de la conformité des travaux au cahier des charges ;
- DET : La direction de l'exécution des travaux avec réunions de chantier tous les quinze jours ;
- AOR : L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

1-3.5. Contrôle technique

Il n'y a pas de contrôle technique pour cette opération.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Il n'y a pas de mission SPS pour cette opération.

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Il n'y a pas de mission OPC pour cette opération.

1-3.8. Autres intervenants

Responsables désignés de l'exécution des prestations :

La liste des ordonnateurs des dépenses pour cet accord-cadre est jointe en annexe du présent CCAP.

L'interlocuteur du titulaire de cet accord-cadre est :

Météo-France
Secrétariat Général,
Direction de la Logistique et du Patrimoine (DLP)
Département Infrastructure et Patrimoine (IP)
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le correspondant technique de Météo-France pour le suivi des travaux est désigné lors de la réunion de mise en place des travaux de chaque bon de commande passé par cet accord-cadre.

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 1.6 du présent cahier des clauses particulières).

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable, ses coordonnées sont jointes à l'annexe du présent CCAP.

1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef de service ou son représentant de la direction ayant en charge le bâtiment, objet du bon de commande concerné.

Pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses actes modificatifs éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1-3.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veillent tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réel.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

Les agents, se présentant au nom du titulaire, sont couverts par l'application du secret professionnel.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCP.

1-4-2 Accès aux locaux

L'accès du personnel ou sous-traitants du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire ou son sous-traitant se rapproche du responsable technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site, ainsi que son accompagnement vers les locaux mis à disposition. Ces intervenants doivent impérativement présenter une carte professionnelle. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les

locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

Certains sites nécessitent une autorisation de travail délivrée par la direction de la logistique et du patrimoine ou son représentant.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27 avril 2016. relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par METEO-FRANCE, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être

assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant

procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés .

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances et émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties

pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Présentation de l'engagement RSE du candidat sur les domaines alternatifs suivants liés à l'exécution du marché, soit par des équipements non polluants, soit par la qualité et la durabilité des matériaux.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen de l'accord-cadre

Au regard d'un contexte conjoncturel qui pourrait s'imposer aux parties (pénurie de matières premières, allongement des délais d'exécution, augmentation significative des prix, substitution de matériels...), conformément à l'article R.2194-1 du CCP, Météo-France, en concertation avec le titulaire, se réserve le droit de revoir les conditions contractuelles portant sur l'exécution des prestations telles que décrites au présent accord-cadre, sur les engagements de délais et sur les prix indiqués au BPU.

1-8. Durée et montant de l'accord-cadre

Le marché public est passé pour une durée initiale de trois ans ferme à compter de sa date de notification.

Il est ensuite renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période d'un an sans toutefois pouvoir dépasser une durée totale de quatre ans.

Météo-France peut choisir de ne pas reconduire le marché public. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie par écrit sa décision au titulaire avant la fin de la période en cours, respectant un préavis d'un mois.

Le marché public est conclu sur toute sa durée de validité (périodes de reconduction comprises) avec un montant minimum de 400 000 € HT et un montant maximum de 700 000 € HT.

1-9. Conditions d'exécution des prestations

1-9.1. Demande de devis

Préalablement à toute demande d'intervention, Météo-France adresse au titulaire une demande de devis. Le titulaire doit fournir à Météo-France le devis dans les 48h (jours ouvrés).

Le titulaire établit le chiffrage en tenant compte des éléments tarifaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre correspondant et l'adresse par courriel à Météo-France.

1-9.2. Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de Météo-France pendant toute sa durée. Ils sont émis par la direction concernée par le bâtiment, objet du bon de commande.

Chaque bon de commande précise :

- le nom, l'adresse et la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre **2599T0200** ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la référence du devis, le cas échéant ;
- la désignation précise et la quantité des travaux commandés ;
- les délais d'exécutions, date de début et de fin des travaux ;
- le lieu d'exécution (bâtiment, N° du local...) des prestations ;
- le montant du bon de commande HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant du bon de commande TTC.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification. Ils sont adressés au titulaire par tout moyen permettant de garantir une date certaine de réception (courriel, télécopie, lettre recommandée avec accusé de réception).

Le titulaire dispose d'un délai franc de trois jours, à compter de la réception du bon de commande, pour formuler des observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

1-9.4. Réunion de mise en place

A la notification de l'accord-cadre, une réunion de mise en place est organisée entre le titulaire, le maître d'œuvre et Météo-France.

Lors de cette réunion, le référent technique de Météo-France chargé du suivi des prestations objet du présent accord-cadre est désigné.

1-9.5. Etats de reporting

Sur demande de Météo-France, le titulaire doit être en capacité de fournir tous les trois mois un état récapitulatif des consommations passées pour la période écoulée.

Cet état récapitulatif présenté sous format tableur en version Calc (libre office) ou Excel (Microsoft Office) est proposé sur plusieurs onglets ou sur plusieurs fichiers. L'état permet de bien identifier les éléments suivants :

- La synthèse (montant total € HT et TTC)*:
 - des références du BPU (prix et libellé en détail);
 - des articles hors BPU (prix et libellé en détail, issus du devis);
 - de l'ensemble des commandes.

* Transmis systématiquement au plus tard un mois après la fin de chaque exercice écoulé.

Météo-France se réserve le droit de demander ces états récapitulatifs également à tout moment et pour une période définie.

1-10. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, y compris le bordereau des prix unitaires (BPU), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe liste des ordonnateurs et des comptables, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe AVP CMIR DIRNE Illkirch ;
- L'offre technique du titulaire ;
- L'attestation de confidentialité signée par la personne habilitée de l'entreprise candidate ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont exprimés en euros hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prix de l'accord-cadre sont établis sous forme de prix unitaires indiqués dans l'annexe financière, bordereau des prix unitaires (BPU), annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les montants nécessaires à l'exécution des travaux du BPU comprennent notamment:

- les déplacements
- la main d'œuvre
- les fournitures
- les formations sur les systèmes GTB
- le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

La taxe applicable est la TVA au taux de 20 % du prix HT. Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur sur la base du prix HT.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournit aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix et par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux dans les devis.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournit un sous-détail du/des prix unitaire(s) sous forme de devis si nécessaire.

3-2.5. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 10.2 et 12 du CCAG Travaux, le règlement des comptes du présent accord-cadre pour chaque bon de commande fera l'objet d'acompte mensuels et d'un solde par l'établissement d'une facture, après réalisation des prestations et certification du service fait (réception des travaux) par Météo-France, en référence à chaque bon de commande émis par Météo-France.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché : **2599T0200**
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code du service de l'entité de Météo-France responsable : sera mentionné sur le bon de commande transmis par Météo France.
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr ou depenses.cspfinances-dirs@meteo.fr
ou depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois auquel le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

BT47 – Electricité publié sur le site de l'INSEE, pour tous les prix;

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum trois décimales. Pour chacun de ces calculs, la règle d'arrondi est le millième supérieur.

La révision s'opère à la hausse comme à la baisse.

Météo-France adresse au titulaire, chaque année à la date anniversaire de la notification des accords-cadres, le nouveau coefficient de révision des prix applicable.

Disparition des index : dans le cas de disparition de l'index, un nouvel index de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Les prix unitaires du bordereau de prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification, selon la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_0 [0,15 + 0,85 (I_n / I_0)]$$

avec : **P_n** est le prix révisé dit de règlement.

P₀ est le prix initial qui correspond au prix du bordereau de prix

I₀= Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix.

I_n= Valeur définitive de l'index de référence **I** connue et publiée à la date de la révision des prix

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France doit faire apparaître sur ses demandes de règlement que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union européenne doit désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement**, chaque facture est transmise par chacun des membres du groupement ayant procédé aux travaux.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage

une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Sans objet.

3-6. Augmentation du montant des travaux

Sans objet.

ARTICLE 4. DELAI DE RÉALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total pour un bon de commande n'excède pas 100 € HT.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard sont plafonnées : le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors du bon de commande considéré.

4-1. Délai de réalisation

Chaque bon de commande fixe les délais d'exécution des prestations.

Par défaut, pour chaque bon de commande, les délais d'exécution sont les suivants :

1 – Période de préparation : un mois pour chaque site ;

2 – Réalisation des travaux : deux mois pour chaque site ;

Ces délais pourront, le cas échéant, être adaptés, en fonction du site concerné.

Dans ce cas, les délais à prendre en compte par le titulaire seront précisés dans le bon de commande concerné.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Les stipulations correspondantes figurent également dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total pour un bon de commande n'excède pas 100 € HT.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution,

Pénalités de retard d'exécution, dépannage ou assistance :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux ou de non-respect du délai global d'exécution ou des délais partiels d'exécution le cas échéant, une pénalité journalière de 1/500e du montant hors taxe du bon de commande concerné.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Absence aux réunions de chantier :

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à un rendez-vous de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par absence constatée.

Délais et retenues pour remise des documents :

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités suivantes s'appliquent :

*pour documents non rendus : 100 € par jour de retard,

*pour documents rendus incomplets : 50 € par jour de retard,

Non-respect des obligations d'insertion :

Sans objet

Sécurité et protection de la santé :

En cas de non-respect des prescriptions fixées aux articles 8.4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 €, sans mise en demeure préalable ni délai déterminé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Autres pénalités :

Au cas où la prestation objet d'une réserve mentionnée au PV de réception des travaux ne serait pas exécutée dans le délai prescrit, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 41.6 dernier alinéa du CCAG-Travaux, une pénalité d'un montant de 100 € par jour de retard sera appliquée jusqu'à la levée de la réserve correspondante par le pouvoir adjudicateur.

Les pénalités sur les réserves peuvent se cumuler entre elles.

En cas de non-respect des règles de propreté du site, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire journalière fixée à 80 €, à compter du fait constaté par le représentant de Météo France, jusqu'à la remise en état du site.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 1 jour comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 €.

Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité :

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € .

Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD :

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € .

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements .

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du bon de commande concerné. En cas d'actes modificatifs, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG travaux, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement ou sous réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, le taux de l'avance est de 30 % pour les PME et de 20 % pour les autres entreprises. Ce taux s'applique au montant minimum du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance n'est pas révisé.

En application des dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial minimum TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants.

Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du bon de commande ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

La provenance des matériaux, produits et composants de construction est proposé au maître d'œuvre par le titulaire sur la base, dès que possible, de produits de qualité et éco-responsable des matériaux.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'oeuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le titulaire doit apporter des compléments aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Sans objet.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Sans objet.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Sans objet.

7-4. Piquetage général

Sans objet.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation

Une visite des lieux des travaux est organisée par Météo-France, avant l'établissement du devis par le titulaire. Les travaux débutent dès réception du bon de commande transmis par Météo-France.

8-2. Études d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détails

Les plans d'exécution - Notes de calcul et études de détails sont à la charge du titulaire et doivent être transmis pour visa au Maître d'Œuvre. avec le devis si elles sont nécessaires conformément à l'article 29 du CCAG.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Sans objet.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Élaboration du plan de prévention :

Un plan de prévention devra être établi en lien avec le Maître d’Ouvrage. Cette obligation est applicable à chaque titulaire, cotraitant et sous-traitant. Ce plan de prévention devra être établi avant tout démarrage des travaux.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, aucun registre de chantier n'est prévu pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations des normes homologuées listées au CCTP sont seules applicables.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

La réception des travaux se fera par bon de commande et elle sera formalisée par un PV de réception permettant ainsi de donner un point de départ aux garanties prévues.

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 7 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

9-2.2. Réceptions partielles

Sans objet.

9-3. Documents fournis après exécution

Le prestataire fournit gratuitement les plans et DOE des ouvrages modifiés.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

9-4. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 0%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent accord-cadre déroge aux articles suivants du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux :

a) CCAG :

l'article du CCAP n°	Déroge à l'Article du CCAG Travaux n°
1-6.3.4	8.1.3
3-2.3	13
3-2.5	10.2 et 12
3-2.7	10.4

3-3.4	9.4.4
4	19.2.1
4-3.1	19.2
5.2	10.1
8-1	28
8-6	28.5
9-2.1	41.1
9-5	40
10	50.3.1

b) Normes françaises homologuées

c) Autres normes